

Aïssatou Sy-Wonyu
Université de Rouen

LE MYTHE DE L'ISOLATIONNISME **Ou, comment trahir les Pères fondateurs**

L'une des opinions les plus répandues concernant la position internationale des États-Unis au XIX^e siècle est celle qui la décrit comme « isolationniste ». De nombreux historiens se sont attachés à rétablir la réalité plus complexe que cette image d'un pays coupé du monde, isolé dans sa citadelle de prospérité. Pourtant, la thèse, ou plutôt le mythe de l'isolationnisme, semble avoir la vie dure. Aussi, pour provocateur qu'il puisse paraître, notre titre suggère que, dès la première moitié de ce siècle, un processus de « trahison », au sens d'un dévoiement du legs des Pères fondateurs de la république américaine dans le domaine de la politique étrangère, a été initié par John Quincy Adams et William H. Seward. Nous nous demanderons si la micro-lecture de la diplomatie américaine par ces deux personnages-clés a été correcte ou incorrecte ; inversement, nous nous demanderons aussi si l'isolationnisme ne peut pas être considéré comme une macro-lecture correcte ou incorrecte des relations internationales du XIX^e siècle.

En premier lieu, il nous faut rappeler brièvement la définition de la politique étrangère par les Pères fondateurs ; en l'occurrence, à travers les formules tout aussi définitives qu'ambivalentes de George Washington écrivant dans son discours d'adieu du 17 septembre 1796 : « just and amicable feelings toward all should be cultivated ». Il poursuit : « The nation which indulges toward another an habitual hate or an habitual fondness is in some degree a slave » et finit par le désormais célèbre : « Against the wiles of foreign influence (I conjure to believe me, fellow-citizens) the jealousy of a free people ought to be *constantly* awake » [mes italiques]. Ce principe est suivi d'une recette pratique : « It is our true policy to steer clear of *permanent* alliances with any portion of the foreign world. [...] But] we may safely trust to temporary alliances for extraordinary emergencies ». Telle est la base de la politique dite de

« non-entanglement » : abstention, réflexion, calcul. Pourtant, notons que rien ne prouve que Washington avait en tête de poser une doctrine définitive ; il cherchait même plutôt à proposer une réponse concrète, de l'ordre de la tactique, dans un contexte international défavorable et périlleux. Ses recommandations pratiques seront reprises par son successeur, John Adams, qui les précisera en les interprétant comme la poursuite de la paix, de la neutralité, de la non-interférence, de la non-intervention. Il est lui-même repris par Thomas Jefferson, qui, dans son discours d'investiture de 1801, pose et précise la politique devenue doctrine du « non-entanglement » [« no entangling alliance »], c'est-à-dire de ce que l'on appellera un peu trop vite « l'isolationnisme », pour traduire ce mélange de neutralité active et de refus de s'impliquer dans les conflits internationaux qui ont souvent une fâcheuse tendance à être ceux des nations belliqueuses d'Europe. La fossilisation de la doctrine commence donc avec Jefferson, premier à « trahir » Washington, en rendant rigide ce qui aurait dû rester une ligne directrice au plan international, avec un assez désastreux bilan tel que décrit par l'historien Bradford Perkins :

Otherwise he [Jefferson] and Madison were failures. Their inept diplomacy produced national disgrace and then a war with England, which, but for good fortune, might well have destroyed the union. Both deservedly left the White House with tarnished reputations. Their continuing fame rests upon earlier accomplishments. [Perkins 112]

John Quincy Adams participera, quelques années plus tard, à l'enracinement de cette doctrine ; il en sera même l'architecte le plus efficace en étant le père de la doctrine Monroe. La postérité se souviendra du nom du Président et non du penseur de cette doctrine, qui finira dans les limbes des hommes politiques négligés, condamné à l'oubli par sa désastreuse présidence, alors que, comme son père, il était certainement l'un des plus grands esprits politiques de sa génération. William H. Seward partagea avec Adams cette passion de la politique étrangère et, surtout, de la grandeur internationale des États-Unis. Tous deux s'évertuèrent à convaincre leurs contemporains de la nécessité d'accorder la grandeur future du pays avec une politique étrangère active et non suiviste, sur la nécessité de penser les États-Unis comme ouverts sur le monde et non pas uniquement en position défensive.

Pourtant, le passage des Pères fondateurs à Seward ne s'est pas effectué dans la rupture. Nous tenterons de montrer que, s'il faut parler de rupture, celle-ci date des Pères fondateurs eux-mêmes, qui avaient inscrit d'emblée la politique étrangère du pays dans l'ambiguïté en établissant une distinction fallacieuse, mais redoutablement efficace, entre la diplomatie proprement dite (c'est-à-dire les relations avec la vieille Europe et la gestion des relations

commerciales, politiques et culturelles avec elle) et l'expansion continentale pensée comme inévitable et inéluctable. Cette distinction permettant de gérer les inévitables conflits avec les voisins immédiats — européens — comme s'ils étaient de l'ordre de la politique intérieure ; ce qui fera dire à certains historiens que l'expansion vers l'Ouest est de la « home foreign policy ».¹ Nous montrerons donc que l'idée d'expansion, revisitée par John Quincy Adams puis William H. Seward, est directement héritée des Pères fondateurs, en l'occurrence de Jefferson et Madison. Notre hypothèse est que la relecture par Adams est synonyme de refus de la solution de continuité entre la politique étrangère et la politique intérieure, d'articulation efficace de la politique d'expansion et de la croissance du pays ; il choisit de regarder en face, sans ciller, les inévitables difficultés internationales qui devaient s'ensuivre. Après lui Seward tenta, dans un contexte qui ne s'y prêtait guère, pendant la Guerre de Sécession et dans les années qui la suivirent, d'accomplir l'empire pensé par Adams et proféré par Jefferson.

John Quincy Adams et William H. Seward : une filiation revendiquée

Pour restreindre le champ trop vaste des écrits abondants des Pères fondateurs, de John Quincy Adams et de William H. Seward, nous avons choisi de nous appuyer sur la biographie de John Quincy Adams par William H. Seward, parue en 1849, sous le titre de *Life and Public Services of John Quincy Adams, followed by his Eulogy*, dans laquelle on trouve des indices intéressants quant à l'estime que l'un portait à l'autre, ainsi que l'identité de leurs vues en matière de politique étrangère, qui, sur le mode du regret respectueux, sous-entend une certaine condamnation de la politique étrangère suivie par le pays depuis Thomas Jefferson. Ceci permet de mettre en perspective la philosophie politique de William H. Seward à travers sa relation de la vie de John Quincy Adams et sa relecture, correcte ou incorrecte, de la pensée de John Quincy Adams et des Pères fondateurs.

Quelques mots d'abord sur John Quincy Adams. Il appartient à deux illustres familles, les Quincy et les Adams, descendantes des fondateurs de la colonie du Massachusetts au XVII^e siècle ; fils de John Adams, deuxième président des États-Unis, qui aussi fut l'un des pères de la Constitution et à ce titre, malgré tous ses défauts avérés au moment de son mandat de président (qui lui valut de ne pas être réélu), Père fondateur, révérend au même titre que Washington, Madison, Monroe ou Jefferson. Né en 1767 à Braintree (Quincy), il est aussi le fils de sa mère, Abigail, sans doute l'un des plus grands esprits

1. Expression de Walter LaFeber, *The New Empire : An Interpretation of American Expansion, 1860-1898* (Ithaca : Cornell University Press, 1963).

féminins de cette époque, qui n'hésitait pas à donner son avis sur les droits des femmes. De ses deux parents, il garde un puritanisme solidement ancré, le sens du devoir et une foi absolue, qui forment le socle de sa vision de l'Union comme issue de la volonté divine. Adams commence sa vie publique comme diplomate en culottes courtes accompagnant son père en Europe ; devenu adulte, il y séjourne, comme représentant des États-Unis aux Pays-Bas, en Prusse, en Russie puis en Angleterre, et comme négociateur du Traité de Gand qui met fin à la guerre anglo-américaine de 1812-1814. À partir de 1817, il est appelé au poste de secrétaire d'État par le président James Monroe avec lequel il définira la doctrine Monroe, sans doute l'une des déclarations d'intention les plus célèbres de l'histoire moderne.²

À ce poste de 1817 à 1825, Adams imprime sa marque sur la fonction, et devient président des États-Unis, de 1825 à 1829, comme d'illustres secrétaires d'État avant lui (Jefferson, Madison, Monroe). Mais, comme son père, il n'accomplit qu'un seul mandat, incompris de ses contemporains, et n'entre dans la postérité que comme le président le plus mal élu depuis l'indépendance (après un vote de la Chambre des représentants en sa faveur, grâce au soutien de Henry Clay, arrivé en troisième position, en échange du poste de Secrétaire d'État) : il est élu alors que le perdant, Andrew Jackson, avait la majorité des voix (vote populaire). Toutes ses réalisations seront obscurcies par ces mésaventures. Ainsi, symboliquement, Adams père et fils, deux des personnes ayant sauvé l'Union au plan diplomatique, se retrouvent remerciées faute d'avoir su prendre le pouls de la nation à l'intérêt supérieur de laquelle ils s'étaient pourtant dévoués.

Aussi, après son échec cuisant aux élections de 1828, John Quincy Adams se retire de la vie publique à l'âge de 61 ans ; mais sa retraite est interrompue au bout de deux ans, lorsqu'il est persuadé par des personnalités du Massachusetts de se présenter aux élections législatives de 1830 : il est alors élu représentant de l'État du Massachusetts à Washington, position inédite pour un ancien président ; au lieu de se contenter d'une retraite chenuë, comme Jefferson, devenu le sage de Monticello, comme Madison et Monroe installés dans leur Virginie natale, ou même comme son père, paisible retraité à Quincy, lesquels meurent avec dignité et élégance le jour de la fête d'indépendance (Jefferson et Adams le même jour, 4 juillet 1826, et Monroe le 4 juillet 1831). John Quincy Adams sera réélu jusqu'à sa mort, tout aussi symbolique, le 23 février 1848, dans les murs du Capitole, frappé par une attaque au moment où il se levait pour prendre la parole, contre la guerre contre le Mexique et l'extension de l'esclavage. Comme si la mort de son père symbolisait

2. Adams en fait un récit passionnant dans son journal, commencé à l'âge de douze ans.

une vision passéiste de l'Union toute à sa gloire passée, alors que la sienne survenait dans un effort de préservation de l'avenir.

Les chemins de John Quincy Adams et William H. Seward se croisent pour la première fois lorsque, en 1824, Seward fait campagne dans l'État de New York pour l'investiture de John Quincy Adams par leur parti d'alors, les *National Republicans*, héritiers des Fédéralistes de John Adams et Alexander Hamilton [Baker 31, Taylor 20]. L'admiration de Seward pour John Quincy Adams et sa famille, à travers lui, est totale ; il épouse quasiment toutes ses idées politiques et vénère son sens de l'État (qui atteint des proportions assez inhabituelles chez Adams dont la rigidité est légendaire) et, en particulier, sa vision de l'avenir tant au plan intérieur qu'extérieur. Seward, qui aura souvent, de manière étonnante chez un homme aussi rationnel, des flashes visionnaires portant sur la grandeur des États-Unis, admire la constance des idées de John Quincy Adams en matière de développement ainsi que son nationalisme économique qui est, en quelque sorte, le pendant matérialiste de sa pensée de l'« exceptionalisme » américain. Les deux hommes se rencontrent pour la première fois, en novembre 1831, à Quincy. S'il faut reconnaître que l'entrevue fut d'une extrême froideur, William H. Seward, aveuglé par son admiration, n'en tient nullement rigueur à Adams. Des liens solides se nouent alors, jusqu'à la mort de l'un puis de l'autre. De plus, si les relations avec le père resteront distantes, Seward demeurera toute sa vie très lié avec le fils, Charles Francis ; tous deux deviendront des figures incontournables du parti Whig et Seward n'oubliera pas de nommer Charles ambassadeur en Angleterre (troisième génération d'Adams en poste dans ce pays) lorsqu'il deviendra lui-même Secrétaire d'État en 1861.³

Seward est né avec le siècle, le 16 mai 1801 à Florida (État de New York), dans une famille installée dans l'État du New Jersey depuis le milieu du XVIII^e siècle puis dans celui de New York vers la fin du siècle. Sa mère était d'origine irlandaise ce qui, selon ses biographes, explique l'anglophobie en partie instinctive de Seward. Il se lance dans la profession d'avocat, dans le Cabinet de son futur beau-père à Auburn et, très vite, entre dans la politique locale, devenant rapidement une figure importante de l'État. Il commence dans les rangs du parti National républicain de John Quincy Adams, puis devient actif dans le parti Anti-maçonnique⁴ et, après son éclatement à la suite des péripéties de l'élection présidentielle de 1828, l'un des « barons » locaux

3. John Adams fut plénipotentiaire de 1785 à 1788, John Quincy Adams de 1815 à 1817 et Charles Francis Adams de 1861 à 1868.

4. Ce parti est né vers 1827-1828 et disparaîtra de la scène vers 1833-1834. Cf. l'étude classique de Lorman Ratner, *Antimasonry : the Crusade and the Party* (Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, 1969) et celle, plus récente de William Preston Vaughn, *The Antimasonic Party in the United States, 1826-1843* (Lexington : University Press of Kentucky, 1983).

du Parti Whig (comme son père autrefois pendant la révolution) ; il est élu au Sénat de l'État où il siège de 1830 à 1834, puis obtient l'investiture des Whigs en 1834. Il parvient à obtenir le siège de Gouverneur en 1838 et accomplit deux mandats jusqu'en 1843. C'est à ce moment-là qu'il devient ou plutôt s'auto-proclame officiellement héritier politique de John Quincy Adams.

Selon la légende, il reçoit une visite de John Quincy Adams à Auburn où il avait pris sa « retraite » politique, après son mandat éprouvant de gouverneur ; d'après Baker, zélé biographe de Seward, John Quincy Adams l'aurait adoubé au cours de cette visite :

It has been said, and we believe with truth, that on that, as well as other occasions, Mr. Adams expressed his confidence that the great work of human rights, which he would be obliged to leave unfinished, would devolve more completely upon Governor Seward than on any surviving statesman. Thus far, at least, that expectation, so honorable to Governor Seward, has not been disappointed. [Baker 90]

Est-ce un cas de captation d'héritage ? D'un point de vue formel peut-être, car on ne trouve nulle trace de cet entretien dans les écrits privés de Quincy Adams, ni de la lettre qu'il aurait écrite après cette entrevue (« on other occasions »), dans laquelle il le désignait comme son fils spirituel. On peut donc affirmer qu'il s'agit, au mieux, d'une prise de liberté avec les faits et, au pire, d'une falsification historique. En effet, le livre de Baker affirmant cette filiation paraît en janvier 1855 et reçoit une confirmation immédiate dans un éditorial de l'*Evening Journal* d'Albany qui se trouve appartenir à Thurlow Weed, financier de Seward, dont le propre fils Frederick était rédacteur adjoint. L'éditorial proclame que William H. Seward était l'héritier désigné de John Quincy Adams, en se fondant sur une lettre dans laquelle celui-ci demandait à Seward de reprendre le flambeau de la lutte pour la liberté universelle [Van Deusen 174-175].

Ceci ne doit cependant pas ternir l'authenticité du sentiment liant les deux hommes et la réelle perte subie par Seward à l'annonce de la mort de son grand homme, le 23 février 1848. Dans son premier éloge funèbre du 25 février, sous la forme d'un discours devant les notables d'Albany, l'accent est sincère :

While Humanity has lost her most eloquent, persevering, and indomitable advocate—I have lost a patron, a guide, a counsellor, and a friend—one whom I loved scarcely less than the dearest relations, and venerated above all that was mortal among men. [Baker 219]

De plus, sur le fond, nul autre que Seward ne fructifie autant l'héritage politique de John Quincy Adams, sa pensée économique et politique, sa lutte contre l'esclavage et ses visées diplomatiques, ce qui lui coûtera d'ailleurs

l'investiture par le parti républicain en 1860.

Pourtant, cette affection pour John Quincy Adams n'est pas dénuée de calcul. Ceci est admis par George E. Baker, auteur d'une *Life of William H. Seward, with Selections from his Works* (New York, 1855), qui est aussi un livre de commande, un panégyrique électoraliste en vue des présidentielles de 1856. *Life and Public Services*, paru en 1849, peut aussi se concevoir comme une tentative réussie de résurrection de John Quincy Adams, qui vient au secours de William H. Seward, se cherchant une caution morale et politique dans une période pré-électorale (il prépare le terrain pour une possible investiture par le parti whig comme candidat aux élections présidentielles de 1852). Cette interprétation est d'ailleurs avérée, même par ses biographes les plus indulgents, comme Bancroft.⁵

Pourtant, au-delà de la résurrection politique ponctuelle, il nous semble que Seward tente de replacer John Quincy Adams dans le panthéon américain en le « père-fondateur », pour ainsi dire. Le livre fut tiré à 32 000 exemplaires, épuisé dans les jours suivants et réédité. En effet, il le présente comme un incompris, injustement décrié de son vivant, mais méritant, plus que certains, le titre de Père fondateur de la politique étrangère américaine. Si, *a posteriori*, tous les historiens d'aujourd'hui admettent ce bilan et cette canonisation, il ne va pas de même au moment où William H. Seward écrit, comme s'il pressentait les difficultés qu'il affrontera lui-même lorsqu'il sera aux commandes de la diplomatie américaine de 1861 à 1866. Seward relativise l'apport des Pères fondateurs, rappelant qu'ils sont des fils de leur temps, ni plus ni moins, ce qui lui permet de réclamer ce statut pour John Quincy Adams et en faire un Père fondateur de son temps. Par une pirouette logique, John Quincy Adams devient le créateur d'une politique qui n'avait été qu'ébauchée par ses prédécesseurs. Ainsi, en s'éloignant d'eux, il ne les trahit pas, mais améliore leur ébauche, la rend plus parfaite.

John Q. Adams, garant de l'indépendance nationale

John Quincy Adams, réaliste en politique, n'a aucun des états d'âme de Jefferson. Comme Seward, c'est un homme du Nord, très au fait de la très relative indépendance de leur pays vis-à-vis de l'Europe. Tous deux sont profondément enracinés dans la culture européenne, d'où ils tirent toutes leurs références philosophiques ou littéraires. Aussi ne se font-ils aucune illusion sur les intentions des Européens ; malgré ses tendances anglophiles ou russophiles,

5. Après la mort de son grand homme, Seward délivre un éloge funèbre chez lui, à Albany (dans l'État de New York), puis décide d'écrire une biographie dans l'urgence, avec l'aide d'un « nègre », « a competent friend » (il semblerait que ce fût le révérend John M. Austin de la ville d'Auburn [Van Deusen 107]).

John Quincy Adams n'en mène pas moins un combat acharné pour sans cesse affirmer l'indépendance de son pays, en particulier dans le domaine essentiel du commerce, et donc des droits à la liberté des mers, comme, en particulier, ceux des pays neutres en temps de guerre. Seward, encore moins enraciné dans l'Europe que John Quincy Adams (il y a certes séjourné, mais très brièvement), est capable de brutalités verbales vis-à-vis des Européens qui n'ont d'égaux que ses phrases enthousiastes sur la gloire passée de ces mêmes Européens.

De plus, on retrouve chez ces deux hommes le même conflit entre une vision maritime de l'empire et une vision territoriale, ou plutôt une coexistence voulue et non subie entre les deux visions. Pour Adams, les États-Unis doivent se doter d'un espace à la mesure des ambitions qu'il nourrit pour eux. En cela, il est dans la continuité de Jefferson et Madison, qui articulent territoire et prospérité. Mais il se démarque d'eux par le sens qu'il donne à l'expansionnisme qui n'a rien d'agrarien. John Quincy Adams est un expansionniste à la fois messianique, ce qui le fera confondre dans les années trente et quarante avec les tenants de la « destinée manifeste » :

Nothing that we could say or do would remove this impression until the world shall be familiarized with the idea of considering our proper dominion to be the continent of North America. From the time when we became an independent people it was as much a law of nature that this should be our pretension as that the Mississippi should flow to the sea. [...] It was impossible that centuries should elapse without finding them [Spanish and British possessions] annexed to the United States [...] because it is a physical, moral, and political absurdity that such fragments of territory, with sovereigns at fifteen hundred miles beyond sea, worthless and burdensome to their owners, should exist permanently contiguous to a great, powerful, enterprising, and rapidly growing nation. [*Memoirs*, IV 437-439]

Pourtant, si le ton prophétique est ici apparent, l'emporte chez Adams une dimension matérialiste faite d'une préoccupation quotidienne pour la sécurité de la jeune République dont sa tâche est de la consolider sur tous les plans (territorial, politique, économique et moral). Sa vision de l'expansion n'est pas tant guidée par la volonté de conquérir toute l'Amérique du Nord que par la volonté d'en faire un sanctuaire de la liberté, sans influence européenne aucune. Il entend créer un espace démocratique et républicain, avec des droits égaux pour tous (ainsi certaines populations peuvent être temporairement considérées comme inférieures, mais dans l'optique de leur évolution vers l'égalité ; d'où son attitude sur l'esclavage).

D'où le malentendu lors de son choix de soutenir l'achat de la Louisiane par Jefferson, en 1801-1803, contre la position de son parti — le parti fédéraliste — qui ne manquera pas de l'évincer en 1807, lorsqu'il récidive en

soutenant l'embargo décidé par Jefferson. Dans les deux cas, il pose l'intérêt de la nation au-dessus des intérêts partisans ou « sectionnels » : expansion vers l'Ouest et refus de l'enracinement dans l'espace atlantique (comme le voudraient ses amis de la Nouvelle-Angleterre) ; éviction de la France et de l'Espagne ; sanctions strictes contre la Grande-Bretagne au nom de l'honneur national et de la défense des intérêts du pays (menacés de l'extérieur et, surtout, de l'intérieur par certains groupes qui envisagent la Sécession et qui sont justement issus du Nord-est dont il est originaire). Il quittera ainsi le Sénat ; ce premier départ par intransigeance augurant la « tragédie » de sa vie politique : comment concilier ses idées/ses rêves et le poids des contingences matérielles que sont la contrainte internationale, le manque d'identité de l'union et les forces centrifuges séparant peu à peu les « sections ».

Seward, qui prend constamment exemple sur la Grande-Bretagne et sa suprématie commerciale, partage le même souci qu'Adams de ce que l'on appellera plus tard la dialectique du centre et de la périphérie. Les États-Unis sont une nation jeune, née à la périphérie de l'Angleterre, dont seule une crise a pu les séparer. Pour voler de leurs propres ailes, il est urgent qu'ils se constituent en un nouveau centre, fondé sur des valeurs certes supérieures mais en théorie. Ainsi, si Adams est totalement dévoué à la cause de la paix, il ne vacille pas devant la guerre quand elle est juste, puisqu'elle permet d'éprouver la résistance de la république :

He admitted only defensive war—but he did not narrowly define it. He held *that* to be a defensive war, which was waged to sustain what could not be surrendered or relinquished without compromising the independence, the just influence, or even the proper dignity of the State. [*Eulogy* 379-380]

On se rappellera que, en vertu de la bonne guerre meilleure qu'une mauvaise paix, William H. Seward envisagera de créer un conflit avec l'Europe pour éviter la guerre de Sécession en 1861.⁶

Pourtant, lorsqu'il a le pouvoir, en tant que secrétaire d'État de Monroe, puis comme président des États-Unis, Adams semble coupé du peuple et du pays réel dont il ne perçoit pas la mutation. Ainsi, il échoue dans sa tentative de régler la question du commerce avec les Antilles britanniques et d'acheter le Texas au Mexique, qui sont réellement l'objet de grandes espérances publiques. Au contraire, les domaines dans lesquels il réussit, comme la définition d'une position ferme vis-à-vis des Européens à travers la doctrine dite de Monroe et l'ébauche d'une entente avec les autres républiques d'Amérique latine, n'enthousiasment pas les foules. Pire, il est accusé de dévoyer les précep-

6. Cf. A. Sy-Wonyu, « "Some Thoughts for the President's Consideration": le mémorandum d'avril 1861 ou la diplomatie-diversion », in *Trompe(-)l'œil : Imitation & falsification*, sous la direction de Ph. Romanski et A. Sy-Wonyu (Rouen : Presses universitaires de Rouen, 2002).

tes hérités des Pères fondateurs. Qu'en est-il vraiment ? D'éminents spécialistes de la doctrine, comme Dexter Perkins, ont démontré combien elle comportait de similitudes avec la politique pratiquée depuis l'indépendance. En d'autres termes, Adams n'avait pas l'intention de révolutionner la politique étrangère de son pays. Comme le dit fièrement Seward, « John Quincy Adams sought not merely to consolidate the Republic, but to perpetuate it » [*Eulogy* 386]. Il veut la redéfinir comme une continuation de la politique intérieure, elle-même continuation de la politique étrangère.

Par ailleurs, le contexte de ses pères ayant changé, il n'a pas peur d'affirmer l'indépendance du pays. Son but est donc de rompre avec les habitudes réactives, trop passives pour un pays qui doit avoir un avenir glorieux. Dans ce sens, l'expansionnisme de John Quincy Adams n'est pas de l'opportunisme manifeste mais plutôt une volonté concertée d'ériger un empire continental isolé, c'est-à-dire ayant chassé tous ses voisins, présents par un accident de l'histoire, non authentiquement américains — Grande-Bretagne, France, Espagne, Russie — pour construire, avec les autres républiques d'Amérique, un continent sanctuaire de la liberté. Par exemple, le Traité Transcontinental de 1819 ou Traité Adams-Onís est obtenu grâce à une analyse très fine des forces en présence, des lâchetés, des faiblesses et surtout des intérêts de chacun des acteurs. Il montre ainsi sa parfaite maîtrise du jeu diplomatique à l'europpéenne.

Expansionniste Adams l'est, mais pas à n'importe quel prix. Avec le recul, ses *distinguo* moraux nous semblent peut-être insuffisants, mais il faut le replacer dans le contexte d'une politique d'expansion peu ou mal contrôlé et d'un traitement sévère des populations non blanches. S'il est vrai que John Quincy Adams n'est pas exempt de certains des préjugés de son temps, force est de reconnaître que son opposition permanente à l'esclavage (institution immorale et dangereuse pour la république) ne pouvait le laisser errer longtemps dans le discours sur l'infériorité des républiques d'Amérique latine. Ainsi, il refusera l'adhésion du Texas à cause de la pratique de l'esclavage ; de même, il s'opposera à la guerre contre le Mexique pour cause de volonté des Sudistes d'y étendre l'institution particulière.

Car, plus que tout, chez lui, comme chez Seward, on trouve une réflexion poussée sur l'idée de gloire (au sens cornélien, dirons-nous, du terme) : comment atteindre une taille maximale, aussi vite, et parvenir à consolider cette masse ? Comment concilier le devoir d'exemplarité des États-Unis, dont se gargarisait Jefferson (« a standing monument and exemple »⁷) si une telle tâche demeure non résolue par ces mêmes Pères fondateurs qui n'avaient pas eu le courage de prendre une décision, contre leur classe, contre la passion du droit des États ? Au niveau individuel, comment faire coexister

un sentiment très élevé de la gloire nationale et les inévitables vicissitudes pratiques du passage à la réalité : guerre, privation de droits. John Quincy Adams ne reculera pas devant certaines extrémités, comme dans le cas de la Floride, dont il aurait donné instruction à Andrew Jackson de se saisir par « negotiation or pillage ». La gloire naîtrait donc du sentiment d'avoir agi pour le mieux et, surtout, des résultats obtenus, comme l'écrivait déjà son père en 1765 :

I always consider the settlement of America with reverence and wonder, as the opening of a grand scheme and design of Providence for the illumination and emancipation of the slavish part of mankind all over the earth » [cité par Perkins 8-9].

John Quincy Adams exposera très clairement ses vues dans un discours prononcé le 4 juillet 1821, dans lequel on trouve toutes ses convictions telles qu'elles apparaîtront de manière plus diplomatique dans le discours de Monroe de 1823 (où figure cette fameuse doctrine). On y verra que John Quincy Adams ne prône pas l'isolationnisme comme une vertu mais plutôt comme une tactique, revenant aux idées de Washington (précisée par le vieil ami de son père, Alexander Hamilton) et non comme une nécessité mal vécue, comme Jefferson. L'isolationnisme est, de fait, une volonté de mettre entre parenthèses les États-Unis et d'adopter une politique étrangère localisée dans l'hémisphère occidental, afin de consolider les États-Unis, de leur donner les moyens de leur mission. Adams, en englobant sans cesse, dans tous ses discours, la mission républicaine, la grandeur économique et la politique étrangère, fait plus que tenter de créer un mouvement de repli sur soi, il crée les bases sur lesquelles ériger la puissance mondiale à venir. Dans son esprit, la responsabilité, indissociable de l'idée de mission, suppose la capacité, un jour, de réellement aider à faire avancer la cause de la liberté. Il est vrai que ni lui, ni d'autres, ne feront réellement en sorte d'aider les révolutionnaires d'Europe. On pourrait même dire que la doctrine Monroe les abandonne à leur sort. Comme si, en réalité, dans son discours, la seule responsabilité que les États-Unis doivent se reconnaître était vis-à-vis des générations futures.

On distingue donc chez lui la volonté d'assumer un héritage, dans ce discours de 1821, avec un effet de citation de Washington : « friendship », « equal freedom », « generous reciprocity » ; réaffirmation de la volonté de s'abstenir d'intervenir en Europe : « asserting while maintaining her own

7. « A just and solid republican government maintained here will be a standing monument and example for the aim and imitation of the people of other countries [who] will see from our example that a free government is, of all others, the most energetic. That the inquiry, which has been excited among the mass of mankind by our revolution and its consequences, will ameliorate the condition of man over a great portion of the globe », Lettre de Thomas Jefferson à John Dickinson (6 mars 1801), *Writings*, 10, 217.

independence » qui culmine dans le célèbre « But she goes not abroad in search of monsters to destroy » [cité par Seward, *Life* 132]. Plus tard, il affinera cette affirmation en montrant combien de monstres il y avait à détruire à l'intérieur même de la république ; comme si la faute morale et économique constituait un obstacle, à long terme, encore plus grand que la menace extérieure. Paradoxalement, il met entre parenthèses l'idéal d'exemplarité active, dans un mouvement de déclaration d'indépendance diplomatique. Dans la doctrine de Monroe, John Quincy Adams dessine une carte du monde selon les États-Unis, démontre que l'ère de l'attentisme est terminée. Ce qui ne veut pas dire que les États-Unis sont capables d'appliquer cette politique, qui n'en est d'ailleurs pas vraiment une. On peut ici faire un parallèle avec sa politique économique qui est une sorte de dirigisme structurel, une volonté de donner des bases claires à partir de laquelle donner corps, avec le temps, à un contenu efficace. John Quincy Adams dessine sa carte du monde, annonce les règles que les États-Unis proposent aux Européens, affirme que les États-Unis les suivront, s'engage *a priori* vis-à-vis des latino-américains.

D'autant que les États-Unis se sentent seuls contre tous. Ainsi, si John Quincy Adams admet sans difficulté la place de ces républiques dans l'Hémisphère occidental, il ne fait pas grand cas cependant du niveau de compétence de ces jeunes États pour se gouverner eux-mêmes :

They have not the first elements of good or free government. Arbitrary power, military, ecclesiastical was stamped upon their education, upon their habits, and upon their institutions. [*Memoirs*, V 323-326]

Notons cependant que, chez Adams ou Seward, cette incapacité est toute culturelle et se résoudra par la force du contact avec les États-Unis, par la force de l'exemple. C'est ce qu'il écrira plus tard dans une lettre d'avril 1823, lorsqu'il invoquera la loi de la gravitation politique pour appeler de ses vœux l'expansion sur toute l'Amérique, de la Terre de feu au Pôle nord [Lettre à Hugh Nelson (28 avril 1823), *Writings*, VII 371-381].

De fait, il inaugure une tendance unilatéraliste qui perdurera jusqu'au XX^e siècle, voire au XXI^e, s'enracinant dans l'idéal de la paix ; ses « fils » seront Seward, mais aussi James Blaine (panaméricanisme, commerce, union douanière avec l'Amérique latine, règlement pacifique des différends), William M. Evarts (construction du canal de Panama), John Hay (*open door policy*), tous trois anciens collaborateurs de Seward devenus Secrétaires d'État. Lorsque dans les mois qui précèdent l'énoncé de la doctrine, les Britanniques proposent une réaction conjointe avec les États-Unis contre la Sainte-Alliance, réunie autour de l'Espagne qui souhaite reprendre son empire colonial en Amérique latine, Monroe consulte Jefferson et Madison, qui lui conseillent de s'allier avec les Britanniques. Consulté au cours d'une réunion de cabinet avec

le Président (7 novembre 1823), John Quincy Adams s'y oppose, non sans humour, au nom de la possibilité historique ainsi donnée aux États-Unis de s'affirmer sur la scène internationale et, par ricochet, de couper un lien supplémentaire avec l'ancienne puissance tutrice :

We should at least keep ourselves free to act as emergencies may arise, and not tie ourselves down to any principle which might immediately afterwards be brought to bear against ourselves. [...] It would be more candid, as well as more dignified, to avow our principles explicitly to Russia and France, than to come in as a cock-boat in the wake of the British man-of-war. [*Memoirs*, VI 177, 179]

Il sait bien que les États-Unis n'ont pas la puissance navale des Britanniques, mais il croit en la force de la profération. S'il est vrai que les pays de la Sainte Alliance reculeront devant l'opposition britannique et, en aucun cas, poussés par la peur d'avoir à affronter les États-Unis, Monroe et John Quincy Adams ont pris date. Moins de vingt ans plus tard, leur discours sera invoqué et sanctifié en pilier de la politique étrangère des États-Unis. Pourquoi ? Car elle va plus loin que les *caveat* de Washington et Jefferson : elle s'enracine dans la gloire, dans l'orgueil national et deviendra un cri de ralliement contre toute tentative de détruire le rêve républicain dans le nouveau monde.

La doctrine de 1823 implique qu'il n'y aura plus de traité politique avec d'autres pays (ce qui fut respecté à quelques rares exceptions près) et une forme de volontarisme qui se concrétisera dans deux domaines : l'acquisition de territoires adjacents (jusqu'à la guerre) et le développement du commerce. Ils contribuent à rigidifier une posture souple mais dangereuse que les Pères fondateurs avaient voulue. Seward devra relire la doctrine de John Quincy Adams en y introduisant du pragmatisme. Il plaidera pour un empire commercial, parachevant la vision devenue obsolète d'un empire continental autosuffisant, persuadé que l'expansion du commerce international américain serait le meilleur moyen de diffuser sa culture et son système politique.

Des projets prématurés

Il semble donc que ce soit leur système et surtout ses conséquences internationales qui doivent être considérés comme prématurés. Pourtant, il est fondé sur quelques principes dont Adams ne variera jamais et que Seward reconnaîtra comme les siens. Ainsi, tous peuvent légitimement être considérés comme les architectes du nationalisme en politique étrangère, articulant commerce, territoire et influence dans l'hémisphère. Ces thèmes avaient été affinés par John Quincy Adams qui en avait fait des conditions. Son nationalisme est donc actif, prônant une politique commerciale agressive et la lutte pour la reconnaissance du principe de la liberté de commercer. Il s'agit aussi d'un plan d'éviction des Européens d'Amérique du Nord, fondé sur l'idéal

d'exemplarité mais sans domination de type colonial.

Ces idées guideront Seward, qui leur ajoute une dimension de curiosité et d'enthousiasme pour l'Asie et les « aventures extra-territoriales ». Si Adams est l'un des premiers à envisager la nécessité d'accéder au Pacifique en vue de l'accroissement du commerce avec l'Asie, comme une continuation souhaitable de sa politique étrangère, Seward mettra en forme ce projet et posera les bases de l'accès au marché asiatique : traités commerciaux, budget pour l'ouverture de lignes postales, projet de télégraphe, acquisitions territoriales : « International postal communications and foreign commerce are as important as domestic mails and traffic ».⁸ De même il témoigne d'un intérêt soutenu pour la création d'un système monétaire international cohérent, avec un étalon unique (dollar-or américain bien sûr).⁹ Lorsqu'il était gouverneur whig de New York, Seward s'était évertué à obtenir l'autorisation du Congrès de l'État de se lancer dans une vaste campagne de mise en valeur et d'aménagement du territoire : construction de routes, de canaux ; il osa même appeler à se lancer dans l'aventure du chemin de fer, innovation technique dont il prédit qu'elle deviendra la condition du développement économique. Dans son premier discours annuel de 1839 il s'exprime sur la révolution de la navigation (en cours) et du chemin de fer (à venir) :

They [railroads] will henceforth be among the auxiliaries of enterprise. [...] And they who are willing that New York shall have no railroads, must be ready to see all the streams of prosperity seek other channels, and our state sink into the condition of Venice, prostrate and powerless, among the monuments of her earlier greatness. [Baker 73]

Il réitérera cette conviction au niveau national, faisant ainsi écho à son illustre « père spirituel » qui vit sa présidence se terminer en naufrage parce qu'il avait, entre autres, entrepris de convaincre le Congrès d'allouer des crédits à un programme national de mise en valeur du territoire plus audacieux.¹⁰

Adams et Seward seront entendus par les impérialistes de la fin du siècle, tel Albert K. Beveridge qui affirmera en 1899 que c'est le commerce qui reliera toutes les parties du globe aux États-Unis, insistant sur la nécessité de se doter d'une marine moderne et puissante : « Our navy will make them

8. Il développe ces idées dans un discours de 1852 sur la navigation vapeur prononcé devant le Sénat des États-Unis, *Speech on American Steam Navigation*, in Baker, 277-283.

9. Cf. l'analyse de ses projets monétaires par E. Paolino dans le chapitre intitulé « The Monetary Basis of Empire : Unification of the World Coinage ».

10. Cf. « A Continental railroad to the Pacific Ocean : Its Commercial Advantages », discours prononcé au Sénat des États-Unis le 8 février 1853, sur la construction d'un chemin de fer transcontinental dont le but serait l'exploitation des ressources naturelles, la mise en culture du domaine public, le quadrillage du territoire national ; il ajoute à cette liste un impératif de sécurité nationale car il faut faciliter le transport de troupes et l'approvisionnement de la marine [Baker 289-290].

contiguous ». La grande différence est le manque de souffle humaniste chez les expansionnistes de la fin du siècle qui oublient les préceptes de Adams-Seward : « empire by attraction et not by subjection », eux qui définissaient l'empire comme une rupture nette d'avec l'Europe, tout en pensant la continuité avec cet ancien monde dont on avait néanmoins hérité. Après tout, c'est John Quincy Adams qui avait rendu célèbre la citation de Berkeley : « Westward the course of empire takes its way », dans un discours prononcé lors de l'ouverture des travaux du canal reliant les fleuves Chesapeake et Ohio [Seward, *Life* 219-220].

Le signe de la prématurité de leurs idées est, d'une part, la présidence d'Adams qui se transforme en catastrophe et l'échec de Seward à obtenir l'investiture de son parti pour les élections présidentielles ; comme si leur surcroît d'idées conduisait inéluctablement à l'échec. Force est de constater que le système global, consistant en un remplacement de la politique étrangère au cœur de la politique tout court et non à sa marge, demeure inopportun aux yeux de leurs contemporains. Seraient-ils donc deux incompris ? La posture est familière chez les deux hommes, qui mêlent un peu de coquetterie à une certaine clairvoyance quant à leur décalage foncier avec l'opinion de leur temps, sans que l'on perçoive, ni chez l'un, ni chez l'autre, l'ombre d'un doute sur la validité de leurs idées. Ainsi, John Quincy Adams s'émeut de cela en 1843 au sujet de son ami :

To John Quincy Adams, who hoped that Seward was not retiring from public service, the latter replied that he had chartered his course to free himself from jealousies that hindered his usefulness, and that if his services were needed in the future he would be ready. Consciously or unconsciously, he projected an image of himself as a man of wisdom and high principle, unappreciated but still ready to serve his country when duty called. [Van Deusen 85]

Le même Seward déplorera, au lendemain de la Guerre de sécession, l'absence d'intérêt de ses concitoyens pour l'expansion outre-mer : « How sadly domestic disturbances of ours demoralize the national ambition ». ¹¹ Il est prisonnier d'un héritage lourd et vénéré qui pose tout politique soucieux d'une politique étrangère audacieuse dans une position de contestation ; de remise en question ; de démonstration dont le but serait de convaincre de la nécessité de changer une politique qui semble faire ses preuves et résister à la pratique. Ce faisant, il devait lutter contre la mythification d'une politique en même temps que celle de ses énonciateurs statufiés, sachant que et lui et Adams ont contribué à rigidifier cette doctrine : Adams, en l'énonçant en 1823 ; Seward, en l'invoquant tacitement en 1866-1867. Par leur faute mais

11. Lettre de Seward à Bigelow (8 octobre 1868), citée dans Van Deusen, 530.

aussi parce que cela correspondait à l'humeur nationale, toute rupture devra avancer masquée ; toute justification d'une politique plus volontariste devra lutter contre l'idée que les aventures extérieures sont dangereuses pour la nation.

Faut-il alors penser leur action en termes de rupture avec le projet des Pères fondateurs ou de simple réécriture de celui-ci ? Il apparaît clairement que chacun de ces hommes a été pris dans un contexte intérieur et international générateur de contraintes lourdes. Ainsi, Washington et Jefferson n'avaient pas les moyens de leur politique dans un contexte dangereux. Les Pères fondateurs se méfiaient de l'aptitude illimitée des Européens pour l'intrigue, comme cela apparaît encore dans l'échange de lettres entre Jefferson et Adams-père, peu de temps avant leur mort ; alors qu'ils sont de tranquilles vieillards (Jefferson était octogénaire et Adams nonagénaire), il leur reste encore de l'esprit pour condamner les Européens, « the cannibals of Europe » selon Adams :

This globe is a theater of war ; its inhabitants are all heroes. The little eels in vinegar, and the animalcules in pepper-water, I believe, are quarrelsome. The bees are as warlike as the Romans, Russians, Britons, or Frenchmen. Ants, caterpillars, and canker-worms are the only tribes among whom I have not seen battles. [Lettre du 11 juin 1822, citée dans *Life* 189, 190].

Une grande connaissance des Européens est la source du patriotisme d'autodéfense de John Quincy Adams ; il n'avait certes pas plus de moyens, mais il croyait sa politique assez forte pour imprimer une marque et prendre date [LaFeber 102]. Parodicalement, lorsqu'il est Secrétaire d'État, Seward a les moyens de sa politique, mais son opinion publique ne s'intéresse plus à l'expansion.

Les ambiguïtés de l'héritage

Seward est contraint de se poser dans le registre de la provocation et de la captation d'héritage déguisée en continuité. Il force le trait. Certes c'est une déformation chez lui, mais peut-on y voir une raison plus profonde ? La provocation est peut-être le seul mode d'expression possible et d'affirmation *a posteriori* d'une grandeur pressentie dans un monde où les États-Unis comptent encore si peu, car ils sont une puissance moyenne, régionale de surcroît. Seward veut rendre la doctrine de Monroe agressive ; il souhaite que son pays prenne la tête du jeu diplomatique international, à présent que sa puissance économique est visible de tous. Dans son cas, c'est le contexte international et l'état du pays qui font toute la différence, car en 1865, les États-Unis sont une puissance militaire considérable et disposent d'une marine moderne.

Sur la question de la place de Seward dans l'histoire de la diplomatie américaine, Paolino propose la réflexion suivante, qui, dans un même mouvement, place Seward et John Quincy Adams dans la catégorie des grands théoriciens et acteurs de la politique étrangère américaine :

The true significance of William H. Seward, the most outstanding Secretary of State after John Quincy Adams, lies not so much in his specific achievements, brilliant as they undoubtedly were, as in the fact that he anticipated the direction of American foreign policy for the next generation and beyond, and with the limited materials and opportunities at his disposal prepare the way. From this vantage point, The Great Aberration looks more and more like The Great Culmination. [Paolino 212]

Peut-on dire que l'on est dans la subversion chez John Quincy Adams et dans l'usurpation et la trahison chez William H. Seward ? Nous serions tentée de dire que Adams et Seward se sont évertués à rénover et relire de manière efficace une lecture redoutablement incorrecte des relations internationales, redoutable par son efficacité et incorrecte, car reposant sur un sentiment d'être exceptionnel que d'autres nations nourrissaient avec la même ferveur.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, John Quincy. *Diary of John Quincy Adams*, volume I, November 1779-March 1786 et volume II, March 1786-December 1788. Edited by Robert J. Taylor et alii. Cambridge, Massachusetts : Belknap Harvard University Press, 1981.
- . *Memoirs of John Quincy Adams*. Twelve volumes. Edited by Charles Francis Adams. Philadelphia : J. B. Lippincott, 1874-1877.
- . *Writings of John Quincy Adams*. Seven volumes. Edited by Worthington C. Ford. New York : Macmillan, 1913-1917.
- Baker, George. *Life of William H. Seward with Selections from his Works*. New York : Redfield, 1855.
- Bancroft, Frederic. *The Life of William H. Seward*, volume 2. New York : Harper, 1900.
- LaFeber, Walter. *John Quincy Adams and American Continental Empire*. Chicago : Quadrangle, 1965.
- Jefferson, Thomas. *The Writings of Thomas Jefferson*. Twenty volumes. Edited by Andrew A. Lipscomb and Albert Ellery Bergh. Washington, D. C. : The Thomas Jefferson Memorial Association of the United States, 1904-1905.
- Paolino, Ernest N. *The Foundations of American Empire : William H. Seward and U.S. Foreign Policy*. Ithaca : Cornell University Press, 1973.
- Perkins, Bradford. *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865. Volume I: The Cambridge History of American Foreign Relations*. Cambridge : Cambridge University Press, 1993.
- Seward, William H. *Life and Public services of John Quincy Adams, followed by his Eulogy*. Auburn : Derby & Miller, 1849.
- Van Deusen, Glyndon G. *William Henry Seward*. New York : Oxford University Press, 1967.
- Washington George. « Farewell Address », 17 September 1796. *George Washington Papers at the Library of Congress, 1741-1799, Series 2, Letterbook 24*, <http://memory.loc.gov/cgi-bin/query/P?mgw:2../temp/~ammem_huA4::>.